

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 mai 2024
Français
Original : arabe

Assemblée générale
Soixante-dix-huitième session
Point 34 de l'ordre du jour
La situation au Moyen-Orient

Conseil de sécurité
Soixante-dix-neuvième année

**Lettres identiques datées du 3 mai 2024, adressées au Secrétaire
général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République arabe syrienne auprès de
l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et comme suite à nos lettres relatives aux actes d'agression répétés commis par Israël contre le territoire syrien, je tiens à vous informer de ce qui suit :

L'entité d'occupation israélienne continue de porter atteinte à la souveraineté territoriale de la République arabe syrienne et poursuit ses violations répétées de l'Accord sur le dégagement des forces de 1974. Ainsi, le jeudi 2 mai 2024, à 22 h 5, l'ennemi israélien a lancé une attaque aérienne depuis l'espace aérien du Golan syrien occupé, prenant pour cible un site à proximité de Damas. Huit militaires ont été blessés et l'attaque a également causé des pertes matérielles.

À maintes reprises, le Gouvernement syrien a appelé l'attention sur les attaques et les violations graves des lois, conventions et normes internationales commises par les autorités d'occupation israéliennes et signalé que celles-ci persistaient à vouloir provoquer une explosion dans la région et menaçaient la sécurité et la stabilité régionales, ébranlant de ce fait la paix et la sécurité régionales et internationales.

L'entité d'occupation israélienne intensifie et systématise l'agression et les politiques d'agression terroriste directe qu'elle mène contre mon pays, la Syrie, soutient les groupes terroristes qui s'y trouvent et fait totalement fi de toutes les lois internationales. Elle ne pourrait agir ainsi si elle avait le moindre doute quant à l'immunité que lui accorde le Gouvernement des États-Unis contre toute poursuite judiciaire.

Le Gouvernement syrien demande une fois de plus à l'ONU et au Conseil de sécurité en particulier d'assumer leurs responsabilités et de mettre fin aux crimes et aux actes d'agression israéliens. La Syrie souligne également qu'Israël doit respecter et appliquer les résolutions pertinentes des organes de l'ONU, notamment les résolutions [242 \(1967\)](#), [338 \(1973\)](#) et [497 \(1981\)](#) du Conseil, mettre fin à l'occupation israélienne du Golan syrien occupé et faire en sorte que la force d'occupation israélienne s'en retire jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.



La République arabe syrienne réaffirme une fois de plus son droit de défendre sa souveraineté et de libérer son territoire occupé par tous les moyens légitimes que lui confère le droit international. À cet égard, elle rappelle aux États Membres de l'ONU que l'agression israélienne contre la bande de Gaza dure depuis plus de six mois et que l'entité d'occupation israélienne met à exécution ses politiques criminelles, commet un génocide contre la population civile et détruit des villes et des quartiers entiers dans la bande de Gaza, en violation des normes du droit international et du droit international humanitaire.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Koussay **Aldahhak**
